

II. — Participation à la guerre de l'U.R.S.S., et le mot d'ordre de sa défense

4. La participation de l'U.R.S.S. à la guerre ne change ni le caractère de cette guerre ni par conséquent nos tâches. Le devoir de la transformation de la guerre en guerre civile ne peut être modifié par n'importe quels rapports de notre gouvernement avec le gouvernement de l'U.R.S.S.

Tant qu'en U.R.S.S. les bases sociales instaurées par Octobre continuent à exister, le prolétariat mondial a le devoir de défendre l'U.R.S.S. indépendamment de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne. Notre parti n'a jamais nié ce devoir. Mais la classe ouvrière ne peut défendre l'U.R.S.S. qu'avec les moyens de la lutte de classes.

Pour défendre l'U.R.S.S., la classe ouvrière doit, par conséquent, devenir capable de pratiquer une politique indépendante, elle doit pouvoir employer les moyens de la lutte de classes.

Au début d'une guerre, la classe ouvrière est inévitablement égarée et se soumet à la bourgeoisie, surtout par l'intermédiaire des agents ouvriers de cette dernière, et perd son indépendance et sa capacité d'employer les moyens de la lutte de classes.

Pour acquérir cette capacité, pour regrouper ses forces, pour effectuer son rassemblement sous sa bannière de classe, pour briser l'union nationale et faire son apparition indépendante sur la scène, elle a besoin non seulement des événements et de sa propre expérience, mais de la lutte intransigeante du parti prolétarien contre la bourgeoisie nationale et de sa distinction rigoureuse de tous les autres partis, ouvertement ou non social-patriotes.

Tous les actes, tous les mots d'ordre, toute la politique du parti prolétarien doivent avoir comme critère exclusif leur contribution à la transformation de la guerre en guerre civile.

Le mot d'ordre de la défense de l'U.R.S.S., tant dans sa forme générale abstraite que dans son application pratique (production et envoi de munitions de guerre, etc.) suspend inévitablement et freine la lutte de classes dans les pays capitalistes alliés de l'U.R.S.S. Il ne sert pas à la défense de l'U.R.S.S., mais, au contraire, il contribue à semer la confusion parmi les masses, il contribue à les soumettre à la bourgeoisie alliée, à prolonger la guerre et à augmenter les dangers qui menacent l'U.R.S.S., dangers provenant tant de ses ennemis extérieurs que de ses ennemis intérieurs.

La tâche du parti prolétarien dans les pays alliés de l'U.R.S.S., où le mot d'ordre de défense de l'U.R.S.S. constitue un des principaux moyens dans les mains du social-patriotisme pour la soumission des masses à la politique de guerre, est de dévoiler cette tromperie et de proclamer à toute occasion la transformation de la guerre en guerre civile. La classe ouvrière ne pourra défendre l'U.R.S.S. qu'à partir du moment où elle opposera son propre front à l'intérieur du pays au front de l'impérialisme « allié ». Mais cela dans les conditions de la guerre ne peut signifier que le commencement de la guerre civile.

La séparation de la tâche de défense de l'U.R.S.S. de celle de la lutte pour la transformation de la guerre en guerre civile sous n'importe quel prétexte et avant tout sous le prétexte que l'U.R.S.S. est en danger immédiat et qu'elle a immédiatement besoin de renforts de guerre, tandis que la classe ouvrière n'est pas encore capable de mener une lutte indépendante, fait entrer inévitablement le parti dans la voie du social-patriotisme. Le devoir de la défense de l'U.R.S.S. est strictement soumis à la tâche de la transformation de la guerre en révolution dans notre propre pays. Les masses liées au char de leur impérialisme par l'intermédiaire de leur parti, en envoyant des munitions à l'U.R.S.S. ne défendent pas celle-ci mais leur propre impérialisme et dans une certaine mesure la bureaucratie de l'U.R.S.S.

Comme le social-patriotisme, le défaitisme révolutionnaire a sa propre logique. Entre eux, pas de compromis possible.

Voici ce que notre parti a défendu. Toute la polémique menée contre nous pour l'abandon des mots d'ordre de défense de l'U.R.S.S., etc., ne fut que calomnies conscientes pareilles à celles que le social-patriotisme a depuis toujours employées contre le défaitisme révolutionnaire.

A la lumière de l'expérience actuelle, on peut juger de la valeur de l'aide apportée à l'U.R.S.S. par les IV^e internationalistes défensifs avec le mot d'ordre de la défense de celle-ci. Ils n'ont réussi qu'à ouvrir une brèche dans le programme de la IV^e Internationale, par laquelle le social-patriotisme réussit à pénétrer dans nos rangs. Dans la mesure de leur force, ils ont contribué, eux aussi, à la confusion des idées de la classe ouvrière et à la tournure que la guerre a prise.

III. — L'occupation et notre attitude envers le mouvement de résistance

5. — Le déplacement des fronts et l'occupation militaire de notre pays ainsi que de presque toute l'Europe par les troupes de l'Axe, ne changent pas le caractère de la guerre, ne créent pas de nouvelles forces sociales et ne changent ni nos buts stratégiques ni nos tâches tactiques fondamentales. La tâche du parti prolétarien, dans ces conditions, consiste à aggraver la lutte contre les organisations nationalistes et à protéger la classe ouvrière de la haine anti-allemande et du poison nationaliste.

Les révolutionnaires internationalistes participent aux luttes des masses pour leurs revendications économiques, s'efforcent de leur donner une orientation purement de classe et réagissent de toutes leurs forces contre l'exploitation nationaliste de ces luttes. Au lieu de s'acharner contre les Allemands et les Italiens, ils expliquent les causes de la guerre qui entraîne inévitablement toutes les barbaries que nous vivons, ils dévoilent avec courage les crimes de l'autre bloc impérialiste et de la bourgeoisie nationale que représentent les organisations nationalistes de toutes sortes. Ils appellent les masses à la fraternisation avec les soldats allemands et italiens pour une lutte commune pour le socialisme.

Le parti prolétarien condamne toutes les luttes patriotiques, même si elles prennent un caractère de masse et sous quelque forme qu'elles se présentent. Il appelle ouvertement les ouvriers à s'abstenir de ces luttes.

Les difficultés que le parti prolétarien rencontre dans les conditions créées par l'occupation sont insurmontables et sont aggravées par les mesures barbares des autorités occupantes. Mais les difficultés de la lutte ne peuvent rien changer aux tâches. Au contraire, plus le courant est puissant, plus l'attachement du parti à ses principes doit être rigoureux et plus il doit réagir avec intransigeance contre le courant. Cela seul pourra le rendre capable d'exploiter la situation et de se trouver à la tête des masses à un tournant de la conjoncture.

6. — La soi-disant lutte nationale-libératrice, ainsi que la guerre des partisans et le sabotage, de par leur propre nature, ne peuvent être autre chose qu'une forme particulière de la guerre que l'impérialisme anglo-américain mène contre l'Axe à l'intérieur des pays occupés. Les partis communiste et socialiste, sous la forme de la guerre des partisans et de la lutte « nationale-libératrice », continuent leur politique chauvine au service de l'impérialisme anglo-américain. La participation des masses ne peut en rien changer la nature du mouvement et, par conséquent, elle ne peut changer notre attitude envers celui-ci. Participer aux « mouvements de la Résistance, sous n'importe quel prétexte, c'est participer à la guerre ». Soustraire les masses à l'influence des organisations nationalistes et mener la lutte pour la révolution socialiste, cela n'est possible qu'en dehors de ces organisations et par une lutte âpre contre celles-ci et contre leur politique nationaliste.

Toute l'action de l'E.A.M. en Grèce fut profondément réactionnaire. Par toute sa politique, par tous ses actes, il détruisait la pensée et la conscience de classe des ouvriers. Il excitait les masses contre les Allemands et les Italiens ; il excitait en même temps les soldats allemands et italiens et rendait impossible leur fraternisation avec les ouvriers grecs. La sauvagerie de sa politique, l'assassinat de ses adversaires, ses provocations ressemblant beaucoup plus à la politique des organisations super-nationalistes et suspectes de la première guerre impérialiste qu'à la politique social-patriotique connue de la social-démocratie ; en assassinant des Allemands, l'E.A.M. donnait prétexte aux mesures sauvages les autorités occupantes contre la population.

Dans les régions où il triomphait, il terrorisait et pillait les populations. Il n'a nulle part osé intervenir dans la propriété privée ou défendre les intérêts élémentaires des paysans pauvres contre leurs exploités. Par contre, il entretenait les meilleures relations avec les propriétaires fonciers, les paysans riches et l'Eglise. Il entreprit la protection de la propriété privée, de la famille et de la « morale ». Des centaines de pauvres filles furent massacrées parce qu'elles avaient ou étaient soupçonnées d'avoir des relations sexuelles avec des soldats allemands ou italiens. Et cela n'est qu'une part minime des crimes que l'E.A.M. a commis pour défendre la patrie, l'Eglise, la famille, la propriété privée, etc. La minorité nationale des Valaches (minorité composée de Slaves d'origine roumaine menant une vie de nomade en Macédoine. — Note du traducteur) fut exterminée sans distinction de classe par les partisans de l'E.L.A.S., exactement comme les Albanais de Tchamourgia furent exterminés par Zervas (général réactionnaire, chef de la Résistance de droite. — Note du traducteur). Les Allemands, les Italiens tombés entre leurs mains étaient massacrés et dépouillés. La haine de l'E.A.M. se manifestait surtout contre toute critique et toute activité venant de la gauche.

Les réformes politiques, les libertés démocratiques, la décen-